DÉVELOPPEMENT DURABLE

De la coopération au développement à la responsabilité globale :

comment le privé rencontre les objectifs des ONG

Entretien avec *Chris Claes* et *Roger Eijkens*

Les ONG et autres associations à but non lucratif ne seraient plus les seules à défendre la durabilité et l'agriculture familiale. Le secteur du cacao en est un parfait exemple : avec l'association flamande Vredeseilanden, on voit comment peuvent s'articuler le travail et les objectifs d'une ONG avec ceux d'une multinationale et comment chacun reste, en fait, sur ses plates-bandes.

Depuis le rapport annuel 2007 de la Banque mondiale sur le développement consacré à l'agriculture, les soutiens à une agriculture familiale de petite échelle se sont multipliés. Ce type de projets est principalement resté l'apanage des acteurs de la Coopération au développement mais, pour Chris Claes, de Vredeseilanden, on n'en discerne pas moins une volonté croissante du secteur privé d'inclure l'agriculture familiale dans ses modèles d'affaires, même si ces initiatives restent (trop) souvent le produit de stratégies commerciales.

Le rôle de la coopération au développement a changé…

Cela dit, le soutien aux petites exploitations agricoles est bel et bien en expansion avec des programmes émergents et des expériences nouvelles où les entreprises privées, les gouvernements et la société civile recherchent conjointement des solutions pour placer les agriculteurs dans le rôle de « pilotes ». Chris Claes constate qu'un grand nombre d'institutions y voient une stratégie prometteuse pour, à la fois, produire la nourriture nécessaire à une population mondiale croissante, lutter contre la pauvreté rurale grâce à la génération de revenus réduire la pression sur l'environnement et contrer le changement climatique.

© Vredeseilanden.

En Indonésie, le cacao est essentiellement cultivé par les petits agriculteurs.

De manière très générale, on peut dire que, par le passé, la Coopération au développement s'est principalement focalisée, à travers la sécurité alimentaire, sur la production et les contraintes de productivité et ce, en étroite coopération avec les agriculteurs et leurs organisa-

Chris Claes

agronome de formation et spécialiste du développement agricole en Amérique latine, Chris Claes est coordinateur chargé de l'agriculture durable et du développement des chaînes de valeur pour l'ONG Vredeseilanden. Il est également responsable du suivi des programmes au Sud.

Roger Eijkens

est, quant à lui, diplômé de l'Université de Wageningen en sciences forestières tropicales. Il a travaillé, par le passé, pour la FAO au Laos et pour Hivos en Bolivie et à La Haye. Il est le représentant de Vredeseilanden en Indonésie.

tions. Mais, à présent, le rôle de la Coopération au développement ne consiste plus (uniquement) en un plaidoyer pour une agriculture plus durable et pour le renforcement des capacités des agriculteurs. Pour Chris Claes, les problèmes sont abordés dans une dimension plus large, celle de la chaîne alimentaire en tant que telle.

Les processus multiacteurs (visant l'implication de l'ensemble des acteurs de la chaîne) et l'apprentissage conjoint sont donc devenus les principales stratégies pour créer des chaînes alimentaires durables et un environnement qui prend en compte l'agriculture familiale.

… les marchés aussi

D'autre part, il faut souligner que les marchés ont connu d'importantes évolutions au cours des dernières décennies. De par la prolifération des supermarchés en Amérique latine, en Asie et dans certaines régions d'Afrique, les normes alimentaires sont devenues aussi élevées dans ces régions qu'en Europe ou aux États-Unis. Cela touche non seulement la nourriture vendue via les grandes surfaces mais également celle échangée à travers les marchés alimentaires traditionnels dont se servent les petits agriculteurs. Même lorsque ces derniers sont bien organisés et à la hauteur des exigences nouvelles (en matière d'approvisionnement, de qualité et de sécurité alimentaire), on constate qu'ils subissent de plus en plus l'exclusion de ces marchés.

Selon Chris, Claes, la chaîne alimentaire du cacao est certainement un des exemples les plus représentatifs combinant ces mutations. Cette denrée possède toutes les caractéristiques pour devenir « le caviar de l'agriculture » : la demande augmente rapidement (surtout dans les pays émergents asiatiques comme la Chine et l'Inde) tandis que la production a diminué au cours des dernières décennies à cause de la diminution de la fertilité des sols et du mauvais entretien des plantations.

Vers la durabilité : le nouveau rôle du secteur privé

Autre caractéristique : le cacao est essentiellement cultivé par de petits agriculteurs. Ainsi, du fait des évolutions des exigences du marché (les normes de sécurité alimentaire, la traçabilité et les exigences de durabilité), les commerçants de cacao et les grands fabricants de chocolat sont de plus en plus nombreux à modifier leurs politiques et leurs pratiques d'approvisionnement en achetant un cacao produit de manière durable, directement aux petits agriculteurs organisés. Bien que ces changements d'habitudes, à première vue, ne semblent pas de grande envergure, ils ont un impact certain sur le modèle d'entreprise et sur le rapport aux fournisseurs.

Donner une valeur nouvelle aux ressources naturelles

Vredeseilanden donne l'exemple de ces producteurs de café équatoriens qui ont eu pour réduire leur dépendance à leur production de base une idée des plus ingénieuses : ils se sont transformés en exportateurs de bananes plantain.

En Équateur, la plupart des paysans sont totalement dépendants de leur culture la plus rentable : le café. Pour réduire le danger de cette situation d'exclusivité, l'organisation Fapecafes, une des plus importantes coopératives de producteurs de café, a décidé de diversifier ses activités en exportant des bananes plantain. Il faut savoir qu'au départ, les bananiers sont utilisés pour procurer de l'ombre aux plantations de café.

Ainsi, en donnant une valeur nouvelle à cette ressource naturelle, ces paysans ont trouvé le moyen d'allier la préservation de leur production de café à une forme de résilience économique. En effet, ces bananes représentent une source de revenus alternatifs pour ces producteurs, qui étaient auparavant complètement limités à leur production de café. Cette idée s'est avérée un succès énorme et les bananes plantain sont aujourd'hui commercialisées à travers l'organisation française de commerce équitable, Ethiquable.

> ***Ces grands groupes pourraient embaucher toute l'équipe de Vredeseilanden mais ils ne le feront pas, parce qu'ils y perdraient…***

C'est dans ce contexte que Vredeseilanden, à travers la personne de Roger Eijkens, coordonne, en Indonésie, un programme entre presque 700 organisations paysannes (OP) et deux multinationales du secteur agroalimentaire. Celles-ci sont, d'un côté, à l'Est de Flores, le géant de la chocolaterie Mars et, de l'autre, dans le sud de Sulawesi, Armajaro, le plus grand commerçant de cacao au monde. On ne peut pas parler de véritables contrats entre Mars ou Armajaro, l'État indonésien et Vredeseilanden, précise Rogier Eijkens, mais plutôt d'accords d'intention autour d'un objectif commun : renforcer les organisations paysannes.

En fait, Mars et Armajaro financent plusieurs partenaires de l'association et investissent dans le développement des OP afin de renforcer les capacités de gestion organisationnelle de ces dernières ainsi que leurs aptitudes à produire de manière durable. Les deux multinationales s'intéressent également au développement de systèmes de contrôle interne des OP, ce qui permet à ces dernières de fournir des quantités constantes de cacao répondant aux exigences de qualité définies par les marchés internationaux.

Des labels peu « fair-trade »

L'objectif revendiqué de Mars est d'atteindre une production 100 % durable et « traçable » d'ici 2020. Armajaro, quant à elle, vend son chocolat à des compagnies telles que Mars ou Nestlé, elle est donc forcée de suivre le mouvement… Ce sont les labels qui déterminent la qualité et le niveau de durabilité des produits alimentaires et, dans le cas du chocolat, Roger Eijkens explique qu'on travaille principalement avec les certifications Rainforest Alliance et UTZ Kapeh qui sont devenues les plus influentes ces dernières années.

Suite à la page suivante

Afrique de l'Ouest : la souveraineté alimentaire grâce au développement de la production de riz

La crise alimentaire de 2007-2008 a amené de nombreux gouvernements d'Afrique de l'Ouest à développer des stratégies pour assurer leur souveraineté alimentaire. Ces politiques ont particulièrement concerné la culture du riz car sa production locale était, au départ, minime. Elle ne pouvait en aucun cas répondre à la consommation massive dans cette région (le riz étant devenu l'aliment de base avec le blé) et c'est une situation d'urgence qui s'est déclarée lorsque les exportations d'Asie se sont fortement ralenties.

D'un côté, ces gouvernements ont donc commencé à promouvoir la production du riz et à améliorer la productivité par hectare en mettant en place des programmes de distribution de semences et d'engrais. D'autre part, des négociations, lancées par la plate-forme régionale des agriculteurs Roppa et par ses membres nationaux, ont eu lieu avec les structures économiques régionales sur la façon de protéger la production locale des importations bon marché.

Mais, pour atteindre la souveraineté alimentaire, le chaînon manquant entre ces deux stratégies est la compétitivité du riz local par rapport au riz importé. Les consommateurs urbains ont pris l'habitude de ce dernier, un riz de grande qualité (peu de cassures, pas de taches noires), joliment emballé et dont le prix est relativement bas tandis que le riz local reste peu disponible dans les centres urbains et son coût élevé. Il faut expliquer ce manque de compétitivité par l'absence d'environnement logistique ainsi que par le manque de coordination entre agriculteurs, commerçants et détaillants.

Ainsi, l'industrie de transformation en place dans les zones rurales se destine principalement à satisfaire l'autoconsommation, et la vente des excédents aux populations à proximité. Cependant, cette industrie ne possède en rien les caractéristiques de base pour produire du riz capable de rivaliser avec les importations.

C'est dans ce contexte que, dans plusieurs pays ouest-africains, SOS Faim et Vredeseilanden gèrent des programmes en collaboration avec les organisations paysannes au niveau local, régional et national afin, d'une part, d'améliorer la production durable d'un riz compétitif et de qualité et, d'autre part, de soutenir les politiques régionales permettant de protéger la production locale et la coordination entre les différents acteurs de la chaîne.

>

Cependant, en matière de durabilité, une critique se fait jour : un consultant indépendant comme Michael Conroy ainsi que plusieurs activistes s'interrogent sur les critères pris en compte par ces labels et dénoncent le fait qu'ils ne soient pas durables. UTZ Kapeh et Rainforest Alliance sont, selon Rogier Eijkens des « labels faciles » : par exemple, la certification Rainforest ne garantit pas un prix minimum d'achat des produits aux petits producteurs et, globalement, Vredeseilanden constate un réel manque de respect de la législation locale.

En tant qu'association travaillant dans la consolidation des associations paysannes, Vredeseilanden leur préfère des labels « fair-trade » qui représentent plus d'avantages pour les agriculteurs. Mais la situation des petits paysans en Indonésie est difficile. Les prix des fèves de cacaos vendues à des commerçants locaux sont assez bas. Et, sans distinction, le mauvais cacao coûte le même prix que le bon.

L'attention portée par les grands groupes à la confection d'un chocolat de qualité est une opportunité exceptionnelle. Obtenir un certificat UTZ Kapeh est assez facile et rapide et donne aux producteurs l'accès à un marché commercial contre les lois duquel Vredeseilanden ne peut pas lutter. Rogier Eijkens concède de façon réaliste que, l'écoute des OP étant leur priorité, ils ont ainsi des compromis à faire sur leurs propres exigences.

Comment les ONG et les paysans peuvent-ils garder une marge de manœuvre face aux géants ?

Il ne faudrait pourtant pas croire que les multinationales tiennent tout en main. Roger Eijkens met en évidence le fait que Vredeseilanden travaille avec les producteurs depuis déjà de nombreuses années et il ne pense pas que l'intention des compagnies soit de les évincer. Si celles-ci ont besoin que les agriculteurs et leurs OP puissent leur vendre une certaine qualité et quantité de cacao, elles n'ont, par contre, ni les moyens ni le temps de leur apporter le suivi et l'accompagnement qui restent la spécificité des ONG telles que Vredeseilanden.

Roger Eijkens reconnaît que, dans le futur, ces grands groupes internationaux pourraient, s'ils le souhaitaient, embaucher toute l'équipe de Vredeseilanden mais ils ne le feront pas parce qu'ils y perdraient… Il s'agit d'une stratégie win-win, conclut-il. Mais, pour se prémunir de ce genre de dérives, l'ONG est en train de mettre en place un fonds privé, destiné à des investisseurs individuels ou non, qui serait directement injecté dans les OP locales. Roger Eijkens insiste sur le fait qu'il ne s'agirait pas d'aide mais bien d'investissement (l'achat d'un moulin à riz pour les producteurs, par exemple) : une autre manière de rester indépendant.

En fait, cette initiative touche aux fondements même de l'action de Vredeseilanden en Indonésie : renforcer le pouvoir des producteurs et consolider leurs organisations, les mettre dans une position où ils auront la possibilité de négocier et de développer leur compétences en affaires. Roger Eijkens réaffirme que l'ONG continuera à les soutenir et qu'elle n'est pas sur le point de devenir un rouage dans l'organisation de Mars ou Armajaro. ■

Article rédigé en collaboration avec Charline Cauchie et Pierre Coopman